

destin. Par contre, nous entendons beaucoup plus parler de la nécessité de pardonner, de venir en aide aux plus faibles, de protéger les plus démunis et de les habiliter. On ne prêche plus que Dieu aide ceux qui s'aident, mais plutôt que Dieu vient en aide à ceux qui aident les autres. Sous sa forme laïque, ce principe est omniprésent dans notre culture politique, bien qu'il semble laisser amplement de place à notre éternel attachement aux biens matériels et à leur poursuite sereinement intéressée, notamment par nos classes dominantes et, selon sa capacité, par la plus grande partie du reste de la société.

Il s'agit évidemment d'une boutade qui ne doit être prise ni trop littéralement ni trop sérieusement. Les postmodernistes appelleraient cela une construction de l'esprit et ils pourraient en penser du mal. Quoi qu'il en soit, ce principe s'accorde difficilement avec la distribution réelle des affiliations religieuses des Canadiens même à l'époque de Skelton, et encore beaucoup moins de nos jours. Mais je souhaite tout de même dans mes propos me servir de la distinction entre presbytériens et méthodistes pour exprimer une préoccupation au sujet de la conduite des affaires étrangères qui est en train de voir le jour – et surtout sur le discours public de plus en plus répandu et le rôle que nous semblons, en tant que communauté politique, penser que nous devrions jouer dans le monde.

Pour des raisons que j'espère énoncer clairement, la préoccupation dont je veux parler s'applique davantage à nos interventions outre-mer qu'à nos relations avec les États-Unis (bien que la politique étrangère américaine ait récemment contribué à compliquer – pour ne pas dire compromettre – les opérations et activités des Canadiens de même que celles d'autres acteurs à l'étranger). Le problème que je décèle – je crois qu'il s'agit vraiment d'un « problème » – a des racines multiples et j'essaierai, quoique très brièvement, de conjecturer au moins quelques-unes d'entre elles. Au terme de ma présentation, à titre tout à fait gratuit, je vais tenter de cerner quelques-unes des choses pratiques à faire et à ne pas faire qui pourraient, en théorie, être inférées de mon analyse. Bon nombre d'entre vous trouveront presque certainement cette discussion un tantinet dépassée, et jugeront qu'elle pêche par manque d'imagination créatrice. Mais ma prémisse de base est que la conduite de la politique étrangère est – ou devrait être – une activité pratique et utilitaire. Définir ses objectifs et expliquer les valeurs qui sont censées les sous-tendre peut être une entreprise satisfaisante. Si nous ne sommes pas trop honnêtes avec nous-mêmes, elle peut même nous satisfaire. Mais il s'agit là de la partie